

RCS : ANGERS
Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1975 B 00117
Numéro SIREN : 303 526 966
Nom ou dénomination : FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL

Ce dépôt a été enregistré le 23/04/2018 sous le numéro de dépôt 4611

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ANGERS

19 RUE RENE ROUCHY - BP 80003
49055 ANGERS CEDEX 02
sur le site : www.infogreffe.fr

TEL : 02.41.87.89. (30 ou 31)

RECEPISSE DE DEPOT

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL

4 rue Fernand Forest
49000 Angers

V/REF :

N/REF : 75 B 117 / 2018-B-4611

Le greffier du tribunal de commerce d'Angers certifie qu'il a reçu le 23/04/2018,

les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le 30/09/2017.

Concernant la société

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Société par actions simplifiée
4 rue Fernand Forest
49000 Angers

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2018-B-4611 le 23/04/2018

R.C.S. ANGERS 303 526 966 (75 B 117)

Fait à ANGERS le 23/04/2018,

LE GREFFIER



M. G. L.

ARRIVÉ au Greffe De Commerce
Le 23 AVR. 2018

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Société par actions simplifiée au capital de 173 600 euros
Siège social : 4 rue Fernand Forest, 49000 ANGERS
303 526 966 RCS ANGERS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 16 MARS 2018

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2017

DEUXIEME RESOLUTION

Origine :

- Bénéfice de l'exercice	412 580,48 €
- Auquel s'ajoute le report à nouveau antérieur	231 269,04 €
Pour former un bénéfice distribuable de	643 849,52 €

Proposition d'affectation :

- Distribution de dividendes soit 32 € par action	347 200,00 €
- Report à nouveau	296 649,52 €
	643 849,52 €

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter du 15 avril 2018.

Conformément à la loi, l'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende global	Montant des dividendes	
		soumis à abatement	non soumis à abatement
30/09/2014	169 807,36		169 807,36
30/09/2015	300 021,00	161,30	349 859,70
30/09/2016	300 002,50	138,25	299 864,25

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 16 mars 2018

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
La Présidente :



SAS FIDACO

4 rue Fernand Forest
49000 ANGERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2017

Exemplaire destiné au greffe

GESCO

Commissaire aux comptes

81 rue des Ponts de Cé – 49000 – ANGERS
Tél. : 02.41.47.15.16 - Fax. : 02.41.47.12.13
e-mail : angers@gesco-sa.fr
www.gesco-sa.fr

Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale d'Angers

SA au capital de 392.000 Euros – RCS Angers B 321 943 698

SAS FIDACO

4 rue Fernand Forest

49000 ANGERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2017

A l'associé unique,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FIDACO relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous procédons ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, tels que décrits dans le paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe. Nous avons notamment mis en œuvre les diligences nécessaires à la validation de la prise en compte de factures à établir et de l'estimation d'une provision pour risques et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formulation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la présidente et dans les documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la présidente.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreur et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Angers, le 12 mars 2018,

Pour la SA GESCO,
Commissaire aux comptes

François BOISRAME
Associé



COMPTES ANNUELS

ACTIF		Exercice clos le 30/09/2017 (12 mois)		Exercice précédent 30/09/2016 (12 mois)			
		Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé	(0)						
Actif Immobilisé							
Frais d'établissement							
Recherche et développement							
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires		68 360	66 962	1 398	0,05	2 552	0,09
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles		1 096 584		1 096 584	35,60	1 001 584	33,65
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques, matériel & outillage industriels							
Autres immobilisations corporelles		494 445	394 785	99 661	3,24	118 570	3,96
Immobilisations en cours							
Avances & acomptes							
Participations évaluées selon mise en équivalence							
Autres Participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés		10		10	0,00	10	0,00
Prêts							
Autres immobilisations financières		34 556		34 556	1,12	9 480	0,32
TOTAL (I)		1 693 956	461 747	1 232 209	40,00	1 132 197	38,04
Actif circulant							
Matières premières, approvisionnements							
En cours de production de biens							
En cours de production de services							
Produits Intermédiaires et finis							
Marchandises							
Avances & acomptes versés sur commandes							
Clients et comptes rattachés		1 625 339	105 796	1 519 543	49,33	1 413 463	47,49
Autres créances							
. Fournisseurs débiteurs		2 018		2 018	0,07	1 138	0,04
. Personnel		505		505	0,02		
. Organismes sociaux							
. Etat, impôts sur les bénéfices		30 178		30 178	0,98	84 320	2,63
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		56 111		56 111	1,82	64 382	2,16
. Autres		66 831		66 831	2,17	62 535	2,10
Capital souscrit et appelé, non versé							
Valeurs mobilières de placement							
Instruments de trésorerie							
Disponibilités		111 222		111 222	3,61	157 632	5,30
Charges constatées d'avance		61 880		61 880	2,01	60 587	2,04
TOTAL (II)		1 954 083	105 796	1 848 287	60,00	1 844 056	61,96
Charges à répartir sur plusieurs exercices	(III)						
Primes de remboursement des obligations	(IV)						
Ecarts de conversion actif	(V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)		3 648 038	567 543	3 080 495	100,00	2 976 253	100,00

PASSIF	Exercice clos le 30/09/2017 (12 mois)		Exercice précédent 30/09/2016 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé :)	173 600	5,64	173 600	5,63
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	97 110	3,15	97 110	3,26
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	17 360	0,56	17 360	0,56
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	526 210	17,08	526 210	17,68
Report à nouveau	231 269	7,51	212 860	7,15
Résultat de l'exercice	412 580	13,39	318 412	10,70
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	8 328	0,27	5 345	0,18
TOTAL(I)	1 466 458	47,60	1 350 896	45,39
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL(II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	17 388	0,56	69 388	2,33
Provisions pour charges				
TOTAL (III)	17 388	0,56	69 388	2,33
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	190 885	6,20	154 039	5,18
. Découverts, concours bancaires				
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	205 272	6,66	193 356	6,50
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	280 172	9,10	348 429	11,71
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	195 243	6,34	187 841	6,31
. Organismes sociaux	154 868	5,03	160 124	5,38
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	295 937	9,61	275 492	9,26
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	42 460	1,38	41 642	1,40
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 616	0,41		
Autres dettes	22 215	0,72	23 746	0,80
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	196 981	6,39	171 299	5,76
TOTAL(IV)	1 596 649	51,83	1 555 968	52,26
Ecart de conversion passif				
TOTAL PASSIF (I à V)	3 080 495	100,00	2 976 253	100,00

SAS FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL

Exercice clos le 30 septembre 2017

COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 30/09/2017 (12 mois)		Exercice précédent 30/09/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises									
Production vendue biens									
Production vendue services	4 522 611		4 522 611	100,00	4 383 241	100,00	139 370	3,18	
Chiffres d'Affaires Nets	4 522 611		4 522 611	100,00	4 383 241	100,00	139 370	3,18	
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation									
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			102 382	2,25	41 315	0,94	61 067	147,81	
Autres produits			105	0,00	1 891	0,04	-1 786	-94,44	
Total des produits d'exploitation (I)			4 625 099	102,27	4 426 447	100,99	198 652	4,49	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)									
Variation de stock (marchandises)									
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variation de stock (matières premières et autres approv.)									
Autres achats et charges externes			1 714 578	37,81	1 703 996	38,88	10 582	0,62	
Impôts, taxes et versements assimilés			90 746	2,01	94 095	2,15	-3 349	-3,55	
Salaires et traitements			1 530 175	33,83	1 532 493	34,95	-2 318	-0,14	
Charges sociales			577 292	12,76	583 644	13,32	-6 352	-1,08	
Dotations aux amortissements sur immobilisations			39 387	0,87	39 410	0,89	-23	-0,05	
Dotations aux provisions sur immobilisations									
Dotations aux provisions sur actif circulant			42 309	0,94	19 883	0,45	22 426	112,79	
Dotations aux provisions pour risques et charges					17 388	0,40	-17 388	-100,00	
Autres charges			10 476	0,23	125	0,00	10 351	NS	
Total des charges d'exploitation (II)			4 004 963	86,55	3 991 034	91,05	13 929	0,35	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			620 135	13,71	435 413	9,93	184 722	42,42	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)									
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)									
Produits financiers de participations									
Produits des autres valeurs mobilières et créances									
Autres intérêts et produits assimilés									
Reprises sur provisions et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (V)									
Dotations financières aux amortissements et provisions									
Intérêts et charges assimilées			6 382	0,14	6 218	0,14	164	2,64	
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (VI)			6 382	0,14	6 218	0,14	164	2,64	
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			-6 382	-0,13	-6 218	-0,13	-164	-2,63	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			613 753	13,57	429 195	9,79	184 558	43,00	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion									
Produits exceptionnels sur opérations en capital									
Reprises sur provisions et transferts de charges			225	0,00	2 895	0,07	-2 670	-92,22	
Total des produits exceptionnels (VII)			225	0,00	2 895	0,07	-2 670	-92,22	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			2 000	0,04			2 000	NS	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital									
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			3 209	0,07	4 452	0,10	-1 243	-27,91	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 30/09/2017 (12 mois)		Exercice précédent 30/09/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Total des charges exceptionnelles (VIII)	5 209	0,12	4 452	0,10	757	17,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-4 984	-0,10	-1 557	-0,03	-3 427	-220,09
Participation des salariés (IX)	42 524	0,94			42 524	N/S
Impôts sur les bénéfices (X)	153 665	3,40	109 226	2,48	44 439	40,69
Total des Produits (I+III+V+VII)	4 625 324	102,27	4 429 342	101,05	195 982	4,42
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	4 212 743	93,15	4 110 930	93,79	101 813	2,48
RÉSULTAT NET	412 580	9,12	318 412	7,25	94 168	29,57
	<i>Bénéfice</i>		<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier						

ANNEXE

ANNEXE

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2017 présente un total est de 3 080 495 €.

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un résultat de 412 580 € et un total de produits de 4 625 324 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2016 au 30/09/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/10/2015 au 30/09/2016.

SOMMAIRE**REGLES ET METHODES COMPTABLES**

- Règles et méthodes comptables

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes
- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Fonds commercial

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Engagements financiers
- Effectif moyen
- Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés
- Honoraires du commissaire aux comptes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant du règlement de l'ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général. Elle est appliquée dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 1 à 3 ans
Agencements, aménagements, installations	de 5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 Ans
Mobilier	de 4 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPTABILISATION DE L'INTERESSEMENT ET DU SUPPLEMENT D'INTERESSEMENT

Un contrat d'intéressement a été signé au cours de l'exercice précédent. L'intéressement de l'exercice a été comptabilisé en Participation des Salariés pour un montant de 25 524 €.

Par ailleurs, il a été décidé d'attribuer un supplément d'intéressement de 17 000 €. Ce supplément d'intéressement est comptabilisé en Participation des Salariés.

Au cours de l'exercice précédent, aucun intéressement n'avait été comptabilisé.

COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),

Le montant du CICE concernant les salaires versés au 30 septembre 2017 comptabilisé en moins des charges de personnel s'élève à 64 748 €.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement
- de formation et de recrutement

FONDS COMMERCIAL

Selon les dispositions du règlement ANC 2015-06 ayant trait à la prise d'option en matière de valorisation du fonds commercial, le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 069 944		95 000
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements	191 156		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	298 667		19 323
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	489 823		19 323
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	10		
Prêts et autres immobilisations financières	9 480		25 092
TOTAL	9 490		25 092
TOTAL GENERAL	1 569 257		139 415

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			1 164 944	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements			191 156	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		14 700	303 290	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		14 700	494 445	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			10	
Prêts et autres immobilisations financières		16	34 556	
TOTAL		16	34 566	
TOTAL GENERAL		14 716	1 693 956	

ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	65 808	1 155		66 962
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers	154 894	8 715		163 609
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	216 358	29 517	14 700	231 175
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	371 252	38 232	14 700	394 785
TOTAL GENERAL	437 060	39 387	14 700	461 747

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	1 155				215
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	8 715				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	29 517			3 209	10
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	38 232			3 209	10
TOTAL GENERAL	39 387			3 209	225

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	5 345	3 209	225	8 328
TOTAL Provisions réglementées	5 345	3 209	225	8 328
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	69 388		52 000	17 388
TOTAL Provisions	69 388		52 000	17 388
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	82 219	42 309	18 732	105 796
TOTAL Dépréciations	82 219	42 309	18 732	105 796
TOTAL GENERAL	156 951	45 518	70 957	131 512
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		42 309 3 209	70 732 225	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	34 556		34 556
Clients douteux ou litigieux	147 855	147 855	
Autres créances clients	1 477 483	1 477 483	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	505	505	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	30 178	30 178	
- T.V.A	56 111	56 111	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	61 747	61 747	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	7 102	7 102	
Charges constatées d'avance	61 880	61 880	
TOTAL GENERAL	1 877 417	1 842 861	34 556
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an	190 885	53 372	137 513	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	280 172	280 172		
Personnel et comptes rattachés	195 243	195 243		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	154 868	154 868		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	295 937	295 937		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	42 460	42 460		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 616	12 616		
Groupe et associés	205 272	205 272		
Autres dettes	22 215	22 215		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	196 981	196 981		
TOTAL GENERAL	1 596 649	1 459 136	137 513	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	101 554			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	64 700			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	205 272		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	155 444		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers			
Charges financières	5 030		

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	248 382
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	66 371
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	314 753

CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	92
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	172 068
Dettes fiscales et sociales	294 640
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	18 108
TOTAL	484 908

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	61 880	196 981
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	61 880	196 981

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	10 850	16,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	10 850	16,00

FONDS COMMERCIAL

DESIGNATION	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Montant
Clientèle 1993	864 103			864 103
Clientèle 2000	46 055			46 055
TUP AXIS			73 175	73 175
Clientèle ECG	18 251			18 251
Clientèle R. AUBERT	95 000			95 000

Commentaires :

Au cours de l'exercice, la société a fait l'acquisition d'un fonds de commerce d'un montant de 95 000 €

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	54 382
TOTAL	54 382
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

EFFECTIF MOYEN

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	18	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	24	
Ouvriers		
TOTAL	42	

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PENSIONS, RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées		54 382	
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			
TOTAL		54 382	

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont calculés selon la méthode rétrospective prorata temporis en fonction de la convention collective, du salaire actuel, de l'ancienneté dans l'entreprise et de la probabilité que le salarié soit présent dans la société le jour de son départ en retraite.

Le calcul des engagements a été effectué sur la base d'un départ à 65 ans à l'initiative du salarié en retenant les paramètres économiques et sociaux suivants :

- Augmentation annuelle des salaires : 2 %
- Taux d'actualisation (IBOXX Corporates AA) : 1,55 %
- Taux de rotation retenu selon les catégories :
 - . Cadres : 5 %
 - . Non Cadres : 15 %
- Taux de charges sociales : 42 %
- Table de mortalité utilisée : INSEE 2017

REMUNERATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Au cours de l'exercice, les rémunérations versées aux commissaires aux comptes pour le contrôle légal des comptes se sont élevées à 4 700 euros hors taxes.